



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **Congrès mondial de la nature à Marseille : assez des mensonges d'Emmanuel Macron ! Place à l'action syndicale pour un développement humain durable !**

Demain, à Marseille, s'ouvre le Congrès mondial de la Nature, organisé par l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN).

À l'image de la COP 15 pour la biodiversité prévue en octobre et de la COP 26 de Glasgow programmée en novembre prochain, ces rendez-vous s'imposent au regard de l'urgence sociale et environnementale à l'échelle mondiale mais ils ne seront utiles que s'ils engagent les gouvernements à agir collectivement dans la voie du progrès social et environnemental.

Un rapport conjoint du GIEC et de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques), publié en juin dernier, tirait déjà et encore la sonnette d'alarme quant à l'accélération sans précédent du rythme de la dégradation des environnements terrestres, aquatiques et marins sur l'ensemble de la planète. Le dernier rapport du groupe 1 du GIEC, publié en août dernier, confirme scientifiquement le réchauffement climatique et son origine : notre système de production capitaliste.

La solution ne peut donc être qu'une rupture franche avec nos modes de production et de consommation actuels. Cette solution doit être mise en œuvre urgemment car, quelle que soit la crise – sanitaire, sociale, environnementale ou économique – ses effets (dégradation des biens communs tels que l'eau, l'air et les sols, pollutions, pandémies, chômage, etc.) affectent toujours, d'abord et plus fortement, les populations les plus vulnérables.

Et, pour être juste, viable et efficace, la rupture doit se construire collectivement, avec l'ensemble des travailleurs qui sont tous, sans exception, concernés tant dans leur vie quotidienne que dans l'évolution de leurs conditions de travail.

Dans ce contexte, pour la CGT, la participation d'Emmanuel Macron et des membres de son gouvernement au Congrès de Marseille est une honteuse mascarade car la réalité c'est que l'État s'est absolument désengagé de la réponse à apporter à l'urgence sociale et environnementale comme le prouvent notamment :

- les politiques d'austérité et d'affaiblissement de l'ensemble des services publics et, plus particulièrement en l'occurrence, du ministère de la Transition écologique progressivement démembré ; la privatisation de l'Office National des Forêts (ONF) amputé de la moitié de ses effectifs en 40 ans et pour lequel le gouvernement prévoit encore la suppression de 500 postes ; la création à marche forcée, en 2020, de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) par fusion de l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) et de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS), en en réduisant ainsi les moyens humains et financiers, etc. ;
- le rappel à l'ordre du Conseil d'État qui a sommé le gouvernement, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, de « prendre avant le 31 mars 2022 toutes les mesures utiles pour atteindre l'objectif issu de l'Accord de Paris » soulignant, par là, l'insuffisance notable de la loi « Climat et résilience » ;
- le refus obstiné d'impliquer la responsabilité sociale et environnementale des grandes entreprises en écartant la possibilité de conditionner les aides publiques ou de taxer les dividendes ;
- l'éviction systématique des travailleurs et des organisations syndicales pour anticiper et planifier la mutation nécessaire des outils de production, la réindustrialisation du pays et la création de nouveaux emplois pour une production plus responsable.

Que ce soit à Marseille ou à Glasgow, la CGT dénoncera la logique dévastatrice de ce gouvernement qui vise à adapter le capitalisme à la pénurie des ressources naturelles, au détriment des travailleurs et de la planète.

Dans toutes les entreprises, la CGT se battra pour que l'expérience, le savoir et les idées progressistes des salariés soient pris en compte dans la transition écologique. La loi « Climat et résilience » oblige désormais les employeurs à intégrer la dimension environnementale dans les informations/consultations des CSE : la CGT se saisira pleinement de cette disposition pour que les travailleurs puissent combattre le « greenwashing » ou la

casse de leur outil de travail et pour imposer une transition sociale et environnementale juste c'est-à-dire qui soit le motif d'une revalorisation du sens et des conditions salariales du travail.

En tout lieu de la société, la CGT continuera d'opposer un autre modèle de société bâti sur l'exigence de justice sociale et environnementale en agissant pour une économie plus protectrice des travailleurs et des travailleuses, garante d'une meilleure exploitation et répartition des richesses pour toutes et tous.

Œuvrer pour un développement humain durable : c'est urgent, c'est possible et, ensemble, nous y parviendrons !

Montreuil, le 2 septembre 2021